

DÉFENDONS NOS RETRAITES !



Venez vous informer sur la nouvelle réforme des retraites le 1er octobre à la fac de Lettres !

Le 10 septembre, nous étions nombreux à manifester à Clermont-Ferrand et dans toute la France contre la réforme des retraites. Cette première journée de mobilisation est un succès, contrairement à l'idée véhiculée par les médias. Selon le premier ministre, cette réforme devait « atténuer les inégalités du système actuel ». Bien loin du compte, le nouveau projet s'inscrit dans la lignée de celui de Sarkozy en 2010.

Les mesures phares qui creusent les inégalités...

L'allongement de la durée de cotisation à 43 annuités au lieu de 41.5 va non seulement retarder le départ à la retraite de nombreux travailleurs qui seraient en droit de partir, mais aussi avoir un impact sur nos futurs emplois. Notre génération, déjà fortement touchée par le chômage, avec l'accès au premier emploi stable vers 30 ans, voit à chaque réforme s'éloigner ses chances d'obtenir un vrai travail. Cette réforme nous pousse à choisir entre partir à 67 ans avec une vraie retraite ou partir plus tôt avec une pension incomplète.

La hausse des cotisations salariales de 0.15% en 2014 puis progressivement pour atteindre 0.3% en 2017 va se traduire par une baisse des salaires. Mais cette mesure ne touchera pas le Patronat, puisque la hausse des cotisations patronales sera « intégralement compensée » (selon les mots du ministre de l'Économie à l'Université d'été du MEDEF) par une baisse des cotisations famille pour les patrons. Pour remplacer cette perte d'argent, les financements seront pris sur les taxes et les impôts qui servent aujourd'hui à financer le régime des retraites.

Pour les étudiants, la réforme prévoit le rachat des années d'études à hauteur de 1000 euro par trimestre. Ce rachat est possible jusqu'à 5 ans après la fin du cursus scolaire. Cette mesure est totalement inopérante, puisqu'il faudrait pouvoir déboursier 4000 euros pour racheter une seule année d'études. Dans une période où le chômage et la précarité touchent la jeunesse, sortir une telle somme d'argent est impossible.

Une réforme dans la lignée de la politique d'austérité...

Dans le contexte politique, économique et social actuel, cette réforme marque une nouvelle attaque contre les travailleurs et les plus précaires. Alors que la crise économique secoue l'Europe, les mesures d'austérité se multiplient dans de nombreux pays. En France aussi ces mesures sont visibles : suppressions de postes, hausse du chômage, baisse du pouvoir d'achat. Au début de l'année, le gouvernement présentait une loi reprenant l'accord du MEDEF « flexi-sécurité », la loi votée a pour conséquence la destruction du CDI, facilite les licenciements, et s'attaque au code du travail.

Chez les étudiants, les baisses de dotations du ministère de l'enseignement supérieur aux universités a entraîné des coupes budgétaires, des suppressions de filières dans différentes villes.

Cette réforme, on n'en veut pas !

La jeunesse réclame :

- La retraite à 60 ans, à taux plein et 37,5 annuités.
- la revalorisation des retraites.
- la prise en compte des années d'études et des périodes de stage dans le calcul des annuités.
- La validation des périodes d'inactivité.
- La rémunération des stages à hauteur du SMIC.



Financer les retraites, avec un système solidaire, c'est possible !

De l'argent, il y en a. Pour que tout le monde puisse profiter d'une retraite, il suffit de quelques mesures :

-La participation du capital au financement des retraites : en taxant le capital au même niveau que les salaires, c'est à dire à 8%.

-Supprimer les exonérations fiscales rapporterait 30 milliards.

-La lutte contre le chômage et les inégalités. Cela passe par la fin des licenciements boursiers, la création de postes notamment dans la fonction publique, comme des postes d'enseignants, et la fin des contrats précaires avec le CDI comme contrat de référence, que les entreprises cotisent pour les temps partiels à la même hauteur que pour les temps pleins, le partage du temps travail, la fin des inégalités salariales.

-La fin des inégalités salariales entre les hommes et les femmes. Cette mesure rapporterait à elle seule 10 milliards d'euros de cotisation.



Une réforme nécessaire selon le gouvernement : de « vrais » faux arguments !

- « On vit plus longtemps donc on travaille plus longtemps. » Cet argument était déjà utilisé en 2010 par le gouvernement Sarkozy, et était démenti par le Parti Socialiste. Si aujourd'hui on vit plus longtemps, c'est grâce aux acquis sociaux tels que la retraite à 60 ans. Mais là aussi les inégalités existent. Un ouvrier vit en moyenne 6 ans de moins qu'un cadre, et la durée de vie en bonne santé est aujourd'hui en moyenne de 62 ans.

- « Il n'y a plus d'argent dans les caisses. » De l'argent il y en a, par exemple cette année en France, les plus riches se sont enrichis de plus de 25% par rapport à leur fortune.

Cette réforme est aussi inefficace qu'injuste, car elle se contente de trouver 6 à 7 milliards d'€, en s'attaquant à nos droits. En taxant les produits financiers (22 milliards d'€), en mettant fin aux exonérations (30 milliards d'€) et en assurant l'égalité des salaires homme-femme (10 milliards d'€) il serait possible de trouver 62 milliards ! De quoi assurer un régime de retraite juste et ce sur le long terme.

Mobilisons-nous contre cette réforme !

Réunion de présentation de la réforme
Mardi 1er octobre 18h, Amphi 2,
Fac de Lettres - Gergovia
Tous ensemble, sauvons nos retraites !
Tous ensemble, pour l'emploi !

